RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

RECENSEMENT GENERAL DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE
GENERAL CENSUS OF AGRICULTURE AND LIVESTOCK

4ème RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT
4TH GENERAL POPULATION AND HOUSING CENSUS

MAITRES D'OUVRAGE : LE COORDONNATEUR NATIONAL DU 4ème RGPH ET LE COORDONNATEUR NATIONAL DU RGAE

COMMISSION SPECIALE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N° 001 /AONO/CN-4ème RGPH/CN-RGAE/CSPM/2026 DU 24 NOV 2026 RELATIF À LA SOUSCRIPTION D'UNE POLICE D'ASSURANCE MALADIE POUR LE PERSONNEL DE L'ENQUETE POST CENSITAIRE (EPC).

Financement : Budget de la Mutualisation du 4ème RGPH-RGAE

Montant : 15 000 000 Francs CFA TTC.

Imputation : 67004D1.13

Exercice 2026

Pièce N°2 : Avis d'Appel d'Offres (AAO)

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°001 / AONO/CN-4ème RGPH/CN-RGAE/CSPM/2026 DU 24 NOVEMBRE 2026 RELATIF À LA SOUSCRIPTION D'UNE POLICE D'ASSURANCE MALADIE POUR LE PERSONNEL DE L'ENQUETE POST CENSITAIRE (EPC).

Financement : Budget de l'Enquête Post Censitaire (EPC).

1. **Objet de l'Appel d'offres**

Dans le cadre de la mutualisation des activités de l'Enquête Post Censitaire (EPC), les Coordonnateurs Nationaux du 4ème RGPH et du RGAE lancent un Appel d'Offres relatif à **la souscription d'une police d'assurance maladie couvrant le personnel de terrain** pour le compte de l'Enquête Post Censitaire (EPC).

2. **Consistance des prestations**

Les prestations à exécuter consistent à assurer via une police d'assurance regroupant l'assurance maladie, l'assurance individuelle accident et l'assurance « Frais funéraires » au titre de l'exercice budgétaire 2026, le personnel de l'Enquête Post Censitaire (EPC). La consistance desdites prestations est détaillée dans les Termes De Référence (TDR) du présent Dossier d'Appel d'Offres (DAO).

3. **Allotissement**

La fourniture objet du présent Dossier d'Appel d'Offres (DAO) se fera sans allotissement.

4. **Période d'exécution**

La période de couverture est de soixante (60) jours à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des prestations.

5. **Participation et origine**

La participation à cette consultation est ouverte aux Compagnies d'Assurances de droit camerounais installées au Cameroun, remplissant les conditions prévues par la réglementation en vigueur dans les Etats membres de la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances (CIMA), agréées par le Ministère en charge des Finances.

6. **Financement**

Les prestations objets du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget de la Mutualisation du 4ème RGPH-RGAE exercice 2026 et dont l'imputation est : **67004D1.13.**

L'enveloppe prévisionnelle est de **Quinze millions (15 000 000)** de francs CFA toutes taxes comprises (TTC).

7. **Consultation du Dossier d'Appel d'Offres**

Dès publication du présent avis, le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la cellule des marchés du 4ème RGPH, 1er étage, Immeuble BUCREP situé derrière le Centre Régional des Impôts centre 1(Omnisports) face à la Délégation Régionale des Marchés Publics du Centre. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses http://www.marches publics.cm et http://www.publiccontracts.cm sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

8. **Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres**

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu aux heures ouvrables à la cellule des marchés du 4ème RGPH, 1er étage, Immeuble BUCREP situé derrière le Centre Régional des Impôts centre 1(Omnisports) face à la Délégation Régionale des Marchés Publics du Centre, dès publication du présent Avis de Consultation contre versement d'une somme non remboursable de **vingt-cinq mille**

(25 000) francs CFA représentant les frais d'acquisition du dossier, payable au Compte d'affectation Spéciale de l'ARMP, **numéro de compte « 10001 06860 33598860001 94»** ouvert auprès d'une agence de la Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit (BICEC).

La quittance devra préciser le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres. La copie dudit reçu sera déposée lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres à la cellule des marchés du 4ème RGPH. Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

9. Remise des offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais sera transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 21-DEC. 2026 à 12. **Heures**. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD, l'original physique de l'offre et le récépissé de dépôt en ligne devront être transmis sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », pour la copie de sauvegarde en plus de la mention ci-dessous à la cellule des marchés du 4ème RGPH dans les délais impartis :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°.001 /AONO/CN-4ème RGPH/CN-RGAE/CSPM/2026 DU 24 NOVEMBRE 2026 RELATIF À LA SOUSCRIPTION D'UNE POLICE D'ASSURANCE MALADIE POUR LE PERSONNEL DE L'ENQUETE POST CENSITAIRE (EPC).

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

Taille et format des fichiers

La soumission étant exclusivement en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le soumissionnaire veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

10. MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour cet Appel d'Offres est **le mode en ligne**.

11. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire doit joindre à ses Pièces Administratives, une Caution de Soumission, **timbrée à 1500 FCFA** établie par un établissement financier de premier ordre agréé par le Ministère Chargé des Finances et dont la liste figure dans la pièce 13 du DAO. L'original du cautionnement provisoire sera conforme au modèle du DAO, dont le montant par lot est indiqué ci-dessous et aura un délai de validité de 120 jours calendaires à compter de la date limite de remise des offres. Pour

être recevable, la caution de soumission devra être Accompagnée du récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôt de Consignation **(CDEC)** et portant la mention manuscrite de l'établissement émetteur. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. **Ladite caution est fixée à soixante-quinze mille (75 000) FCFA.**

Les autres pièces administratives requises doivent être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (Préfet, Sous-préfet,...), conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO). Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un établissement financier agréé par le Ministère chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

12. <u>Dépôt et ouverture des plis</u>

12.1 Lieu, date et heure de dépôt des plis :

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais sera transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 21-11-26 à 12h00 **Heures**. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD, l'original physique de l'offre et le récépissé de dépôt en ligne devront être transmis sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », pour la copie de sauvegarde en plus de la mention ci-dessous à la cellule des Marchés du 4ème RGPH dans les délais impartis :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°.001/ AONO/CN-4ème RGPH/CN-RGAE/CSPM/2026 DU 24 NOVEMBRE 2026 RELATIF À LA SOUSCRIPTION D'UNE POLICE D'ASSURANCE MALADIE POUR LE PERSONNEL DE L'ENQUETE POST CENSITAIRE (EPC).

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

Dans une enveloppe extérieure, quatre enveloppes distinctes :

Taille et format des fichiers

La soumission étant exclusivement en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

5 MO pour l'Offre Administrative ;
15 MO pour l'Offre Technique ;
5 MO pour l'Offre Financière.
Les formats acceptés sont les suivants :
Format PDF pour les documents textuels ;
JPEG pour les images.

Le soumissionnaire veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

Les dossiers qui seront remis après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée ne seront pas recevables.

12.2 Lieu, date de l'ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en deux temps.

a) Au cours de la première phase, seront ouvertes les enveloppes A, B.

A l'issue de l'ouverture des offres Administratives, l'absence ou non-conformité dans 48 heures d'une des pièces du dossier administratif à l'exception de la caution de soumission entrainera d'office l'élimination du soumissionnaire.

b) La deuxième phase concerne l'ouverture des offres financières par la Commission Spéciale de Passation des Marchés placée auprès des Coordinations Nationales du 4ème RGPH et du RGAE (**CSPM**).

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu le 22-12-26 à 13H00 **Heures** par la **CSPM** à l'immeuble siège du BUCREP situé derrière le Centre Régional des Impôts centre 1(Omnisports), face à la Délégation Régionale des Marchés Publics.

L'ouverture des offres financières se fera à une date ultérieure à l'immeuble siège du BUCREP situé derrière le Centre Régional des Impôts centre 1(Omnisports), par la même Commission.

Seules les offres financières des consultants ayant obtenu **la note technique minimale requise de soixante-quinze (75) points sur Cent (100) seront ouvertes.**

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée et ayant une parfaite connaissance du dossier.

13. Critères d'évaluation

13.1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires portent sur la conformité des exigences de l'Appel d'Offres notamment sur les pièces composant le dossier administratif, la capacité technique et financière du soumissionnaire. Ainsi, seront déclarées non recevables les offres tombant sous le coup de l'un des critères éliminatoires suivants du présent Appel d'Offres :

a) Absence de l'original de la caution de soumission acquitée et du récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôt de Consignation **(CDEC)** ;

b) Dossier administratif incomplet ou pièce non conforme lors l'ouverture des plis, après épuisement du délai de 48 heures accordé aux soumissionnaires concernés par la Commission Interne de Passation des Marchés pour la production ou le remplacement desdites pièce, à l'exception de la caution de soumission ;

c) Capacité financière d'un montant d'au moins 5 000 000 Francs CFA sur une ligne d'imputation bancaire délivrée par d'une banque de premier ordre.

d) Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre Financière ;

e) Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces administratives ;

f) Absence de l'agrément du MINFI dans les branches concernées ;

g) Absence de l'attestation CIMA certifiant que le soumissionnaire n'est soumis à aucune procédure de redressement de sauvegarde ou de surveillance particulière ;

h) Note technique inférieure à soixante-quinze (75) points sur cent (100) ;

i) Absence des TDR et CCAP photocopiés et paraphés à chaque page, signés, datés et cachetés à la dernière page, portant la mention « lu et approuvé » tampon et qualité du signataire ;

j) Présence d'information financière dans l'Offre administrative ou Technique ;

k) Proposition technique contenant une offre financière ;

l) Ancienneté de l'entreprise dans le marché Camerounais de moins de 10 ans dans les branches 1, 2 et 18 de l'Article 328 du Code CIMA ;

m) Chiffres d'affaires cumulés dans les branches 1, 2 et 18 de l'Article 328 du Code CIMA inférieur à **50 000 000** FCFA au cours des exercices 2023, 2024 et 2025 ;

n) L'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;

o) L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;

p) Non-respect du format de fichiers des offres ;

q) De l'absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;

r) Présence sur la liste des entreprises défaillantes établie annuellement par le Ministre chargé des marchés publics.

13.2 Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées sur (100) cent points sur la base des critères et sous critères définis dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

DESIGNATION	POINTS
I- Présentation générale de l'offre	3
II- Références du soumissionnaire	25
III- Délai de réaction en cas de sinistre	10
IV- Un système de TIERS PAYANT avec cartes biométriques	10
V- Représentativité sur le territoire National	15
VI- Performance financière	27
VII-Modalités pratiques de règlement des sinistres (Règlement technique)	10
TOTAL	100 points

Les critères et sous-critères sont détaillés dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

14 Méthode de sélection de l'Assureur

L'assureur sera choisi par la méthode de sélection qualité-coût, conformément aux procédures décrites dans le présent DAO.

La note finale N sera calculée par la combinaison pondérée des notes techniques et financières suivant la formule ci-après :

$$N = \frac{70 \times \text{Note technique (Nt)} + 30 \times \text{Note financière (Nf)}}{100}$$

La note financière (Nf) est obtenue de la façon suivante :

Soit Fm le montant de la proposition la moins disante, sa note financière sera égale à 100 points. Les notes des autres soumissionnaires calculées à partir de la note financière de la proposition la moins disante sera obtenue par la formule : Nf= (100 x Fm)/F.

Fm = le montant de la proposition la moins disante ;
F = le montant de la proposition considérée.

Le soumissionnaire ayant la note finale la plus élevée sera déclaré adjudicataire de la Lettre de Commande.

15.Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour leur remise.

16.Renseignements complémentaires et dénonciations

16.1. Les renseignements complémentaires

Les renseignements peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la cellule des marchés du BUCREP, 1er étage, Immeuble BUCREP situé derrière le Centre Régional des Impôts Centre 1(Omnisports) face à la Délégation Régionale des Marchés Publics du Centre, tél : 699 24 29 57/ 653 96 42 31.

16.2. Dénonciations

Les pratiques, faits ou actes de corruption et infractions assimilées devront être systématiquement signalés auprès de la Commission Nationale Anti-corruption (CONAC) répondant au numéro vert gratuit 1517 ou bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, le 24 NOV 2026

LE COORDONNATEUR NATIONAL DU RECENSEMENT GENERAL DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE CO-MAITRE D'OUVRAGE

M. MBAIRANODJI André

LE COORDONNATEUR NATIONAL DU 4ème RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT CO-MAITRE D'OUVRAGE

Mme. Bernadette MBARGA

Copies :

- *MINMAP ;*
- *ARMP (pour publication au JDM) ;*
- *Maitre d'ouvrage ;*
- *Président de la CIPM/BUCREP ;*
- *Affichage (pour information).*

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

RECENSEMENT GENERAL DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE
GENERAL CENSUS OF AGRICULTURE AND LIVESTOCK

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

4ème RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT
4TH GENERAL POPULATION AND HOUSING CENSUS

Contracting Authority: THE 4th GPHC NATIONAL COORDINATOR AND THE GCAL NATIONAL COORDINAT0R

SPECIAL PROCUREMENT BOARD

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE No 021../AONO/NC-4th GPHC/NC-GCAL/CSPM/2026 OF 24 NOVEMBER 2026 TO TAKE OUT A HEALTH INSURANCE POLICY FOR STAFF OF THE POST ENUMERATION SURVEY (PES)

Funding: Joint Budget of the 4th GPHC - GCAL.

Amount: 15 000 000 CFA francs (All taxes included)

Budgetary line: 67004D1.13

Financial year: 2026

Document No 2: Tender Notice.

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE No 011/AONO/NC-4th GPHC/NC-GCAL/CSPM/2026 OF 24 NOVEMBRE 2026 TO TAKE OUT A HEALTH INSURANCE POLICY FOR STAFF OF THE POST ENUMERATION SURVEY (PES).

Funding: Post Enumeration Survey Budget.

1. **PURPOSE OF THE TENDER**

Within the framework of joint Post Enumeration Survey (PES) activities, the 4th GPHC and the GCAL National Coordinators hereby launch an Invitation to Tender **to take out a health insurance policy for field staff** of the Post Enumeration Survey (PES).

2. **NATURE OF SERVICES**

The services to be provided shall consist in taking out an insurance policy covering a health insurance, individual accident insurance as well as a "funeral expenses" insurance during the 2026 financial year for staff of the Post Enumeration Survey (PES). The nature of the said services is listed in the terms of reference (TOR) of this tender file.

3. **ALLOTMENT**

The services for this invitation to tender shall not be provided in a lot.

4. **EXECUTION PERIOD**

The execution period of this service shall stretch through sixty (60) days, from the date of notification for start services.

5. **PARTICIPATION AND ORIGIN**

This invitation to tender shall be open to Cameroonian Insurance Companies based in Cameroon and which must have fulfilled the conditions of the regulations in force among member States of the Inter-African Conference on Insurance Markets (CIMA) and authorized by the Ministry of Finance.

6. **FUNDING**

The services for which this tender exercise is launched shall be funded by the 2026 joint 4th GPHC – GCAL Exercise Budget; Budgetary Head No. **67004D1.13.**

The provisional budget shall stand at **fifteen million (15 000 000)** CFA francs, all taxes inclusive.

7. **CONSULTATION OF TENDER FILE**

Upon publication of this Tender Notice, the tender file may be consulted during working hours at BUCREP's Contracts Service found at the 1st floor of the BUCREP building situated behind the Taxation Regional Office at Centre 1 (Omnisports), and opposite the Public Contracts Regional Delegation for the Centre.

This file may also be consulted online on the COLEPS platform through the address http://www.publiccontracts.cm and http://www.marches publics.cm on the ARMP internet site (www.armp.cm).

8. **ACQUISITION OF THE TENDER FILE**

This file may be obtained during working hours at BUCREP's Contracts Service found at the 1st floor of the BUCREP building situated behind the Taxation Regional Office at Centre 1 (Omnisports), and

opposite the Public Contracts Regional Delegation for the Centre, upon publication of this invitation to tender after presentation of a receipt of payment of a non-refundable sum of **twenty-five thousand (25 000) CFA francs** (being the fee to obtain the file), into the special account of the Public Contracts Regulatory Agency **"10001 06260 32559260001 94"** (ARMP) in BICEC. The receipt should specify the number of the Consultation Notice. A copy of the said receipt shall be submitted at the moment of the acquisition of files in BUCREP's Public Contracts service. It is also possible to obtain the digital version of the Tender by freely downloading from the above-mentioned sites. However, submission of files either online or digitally shall depend on the purchase of the Tender file.

9. SUBMISSION OF BIDS

Each bid drafted in English or French shall be submitted by the bidder on the COLEPS platform on or before 21 DEC 2026 at 12h o'clock. A digital copy of the bid saved in a USB key or CD/DVD, the original physical copy and receipt of the online payment should be submitted in a sealed envelope boldly marked with "Saved Copy" in addition to the inscription below to the Tenders Board within the given deadlines:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE No 002/AONO/NC-4th GPHC/NC-GCAL/CSPM/2026 OF 24 NOVEMBRE 2026 TO TAKE OUT A HEALTH INSURANCE POLICY FOR STAFF OF THE POST ENUMERATION SURVEY (PES).

- **"TO BE UNSEALED ONLY DURING THE BID-OPENING SESSION"**

Size and format of files

Given that the submission is exclusively online, the maximum size of the documents to be sent on the platform, including the bid shall be as follows:

- 5 MB for the administrative bid;
- 15 MB for the technical bid;
- 5 MB for the financial bid.

The accepted formats are as follows:

- PDF for textual documents;
- JPEG for images.

The bidder shall make sure to use compression software to reduce the size of files to be transmitted where possible.

10. MODE OF SUBMISSION OF BIDS

The mode of submission of bids in this consultation shall be online.

11. ADMISSIBILITY OF BIDS

On pain of being rejected, each bidder must include in his official documents a bid bond stamped at 1500CFA francs, and worth **Seventy-five thousand (75 000) CFA frs**, issued by a first-grade bank approved by the Ministry of Finance listed in document 13 of the Invitation to Tender file. The original of the provisional bid bond shall be in conformity with the sample of the Invitation to tender. This bid bond shall be valid for one hundred and twenty (120) days beyond the deadline set for the validity of tenders. For a file to be admissible, the bid bond must include the consignment receipt issued by the

Deposit and Consignment office, and shall bear the handwritten name of the issuing body. A bid bond presented by a bidder during the bid-opening session shall be rejected.

The originals of the other required official documents or their copies certified by issuing services or authorities (Divisional Officer, Sub Divisional Officer, ...) should be produced in compliance with the provisions of the Special Conditions of an Invitation to Tender, else they would be rejected. Official documents should be at most three (3) months old on the date of opening of tenders or should have been issued after the signing of the invitation to tender.

Any bid which shall not comply with the requirements of this notice and tender file shall be disqualified. This clause shall apply especially to the absence of a bid bond issued by a first-grade bank approved by the Ministry of Finance, or to the non-compliance with the prescribed requirements of the official documents, and shall lead to a complete rejection of the file.

12. SUBMISSION AND OPENING OF BIDS

- **12.1 Place, date and time of submission of bids:**

Each bid drafted in English or French shall be submitted by the bidder on the COLEPS platform on or before 21-DEC-26 at 12:..00 o'clock. A digital copy of the bid saved in a USB key or CD/DVD, the original physical copy and receipt of the online payment should be submitted to the Tenders Board within the given deadlines in a sealed envelope boldly marked with "Saved Copy" in addition to the inscription below:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE No 001/AONO/NC-4th GPHC/NC-GCAL/CSPM/2026 OF 24 NOVEMBER 2026. TO TAKE OUT A HEALTH INSURANCE POLICY FOR STAFF OF THE POST ENUMERATION SURVEY (PES).

"TO BE UNSEALED ONLY DURING THE BID-OPENING SESSION"

An external envelope shall carry four distinct envelopes

Size and format of files
Given that the submission is exclusively online, the maximum size of the documents to be sent on the platform, including the bid shall be as follows:

- 5 MB for the administrative bid;
- 15 MB for the technical bid;
- 5 MB for the financial bid.

The acceptable formats are as follows:

- PDF for textual documents;
- JPEG for images.

The bidder shall make sure to use compression software to reduce the sizes of files to be transmitted where possible.

All files submitted after the fixed deadline as well as those submitted in unstamped envelopes shall be rejected.

12.2 Place, date and opening of bids

Bids shall be opened twice.

c) Envelopes ***A*** and ***B*** shall be opened during the first phase.

- After the opening of administrative files, the bidder shall be simply eliminated within 48 hours due to the absence or irregularity of any document of the administrative file (except for the bid bond).

d) The second phase shall concern the opening of financial bids by the Special Contracts Commission.

The opening of administrative documents as well as the technical bids shall take place 21 DEC 2026 from ...01 PM o'clock. It shall be done by the Special Contracts Commission of the the 4th GPHC – GCAL National Coordination Units located at the 1st floor of the BUCREP building situated behind the Taxation Regional Office at Centre 1 (Omnisports), and opposite the Public Contracts Regional Delegation for the Centre.

The opening of the financial bids by the same commission shall take place on a later date at the head office found behind the Centre Regional Taxation office at Centre 1 (Omnisports).

Only financial bids of consultants with the required score of **at least seventy-five (75) points on one hundred (100)** shall be opened.

Only bidders or their duly-authorized representatives who have a good knowledge of the tender file may attend the bid-opening session.

13. EVALUATION CRITERIA

- 13.1 Eliminatory Criteria

The eliminatory criteria relate to compliance with the requirements of the tender file. Especially concerning the documents included in the administrative file, and technical as well as financial capacity of the bidder. Thus, offers falling under any of the following eliminatory criteria shall be rejected:

a) Absence of the original or deposit receipt issued by the Deposit and Consignment office;
b) Incomplete administrative file or non-compliant document at the opening of bids, after the 48 hours allowed for bidders concerned to produce or replace the documents concerned, with the exception of the bid bond;
c) Financial capacity of at least 5 000 000 CFA francs in a bank's budgetary head issued by a first-grade bank;
d) Absence of a quantified unit price in the financial bid;
e) False declaration, fraudulent maneuver or forged administrative documents;
f) Absence of the approval of the Ministry of Finance in the concerned branches;
g) Absence of the CIMA attestation certifying that the bidder is not subject to any special rehabilitation or monitoring procedure;
h) Technical score below seventy-five (75) on one hundred (100);
i) Absence of photocopied ToR and Specific Administrative Procedures document, initialled on each page as well as signed, dated and stamped on the last page bearing the comment "Read and approved", then the round stamp and function of the signatory;
j) Presence of financial information in the administrative or technical bid;

k) Technical proposal containing a financial bid;
l) Less than 10 years' experience within the Cameroonian contracts landscape as concerns branches 1, 2 and 18 of article 328 of the CIMA Code;
m) Cumulative turnover of less than **50 000 000 CFA** francs in branches 1, 2 and 18 of article 328 of the CIMA Code during the 2023, 2024 and 2025 periods;
n) Absence of a dated and signed integrity charter;
o) Absence of a dated and signed undertaking to respect the environmental and social clauses;
p) Non-respect of the template for bidding files;
q) Absence of a saved copy in case of failure of the COLEPS platform;
r) Appearance on the yearly list of defaulting companies produced by the Ministry of Public contracts.

- **13.2 Essential Criteria**

The technical bids shall be assessed on the basis of one hundred (100) points as well as the criteria and sub-criteria laid down in the Specific Rules for this Invitation to Tender.

NAME	SCORE
VIII- General presentation of the tender	3
IX- References of the bidder	25
X- Deadline of reaction in case of an incidence	10
XI- A THIRD-PARTY PAYMENT system with biometric cards	10
XII- Representativeness on the national territory	15
XIII- Financial performance	27
XIV- Terms and conditions for payment of victims (Technical rules)	10
TOTAL	100

The criteria and sub-criteria shall be mentioned in the Specific Tender Rules and Regulations.

14. SELECTION METHOD OF THE INSURANCE COMPANY

The Insurance Company shall be selected using the quality-effective/cost-effective method as laid down in the procedures of this tender file.

The final score shall be calculated by combining the technical and financial points, and according to this formula:

$$N = \frac{70 \times \text{Technical score (Nt)} + 30 \times \text{Financial score (Nf)}}{100}$$

The financial score (Nf) shall be obtained as follows:

Let Fm be the most cost-effective proposal and its financial score be equal to 100 points. The score of the other bidders calculated from the financial score of the most cost-effective proposal shall be obtained using the formula: $Nf = (100 \times Fm)/F$.

Fm = the most-cost effective proposal;

F = the amount of the considered proposal.

The bidder with the highest final score shall be declared the successful bidder for the contract.

15. DURATION OF THE VALIDITY OF TENDERS

Bids shall remain valid for ninety (90) days with effect from the deadline for the submission of the

bids.

16. ADDITIONAL INFORMATION AND DENUNCIATIONS

16.1. Additional information

Upon publication of this notice, additional information may be obtained during working hours at the BUCREP Contracts Service found at the first floor of the BUCREP building situated behind the Regional Taxation Centre at Centre 1 (Omnisports) and opposite the Regional Delegation of Public Contracts for the Centre Region. Contact: 699 24 29 57/ 653 96 42 31.

16.2. DENUNCIATIONS

All corruption practices and related offences should be reported to the National Anti-Corruption Commission (CONAC) through their free toll line (1517) or by calling or sending an SMS to MINMAP at the following numbers: 673 20 57 25/699 37 07 48.

Yaoundé, 24th - NOVEMBER 2024

Mr MBARA NDJI André
Co-Contracting Authority

GCALA NATIONAL COORDINATOR
(Contracting Authority)

Mrs Bernadette MBARGA
Co-Contracting Authority

4e GPHC NATIONAL COORDINATOR
(Contracting Authority)

Copies:

- MINMAP;
- ARMP (for publication in the Public Contracts Magazine);
- Contracting Authority;
- Chairperson, BUCREP Contracts Commission;
-Bill posting (for information purposes).